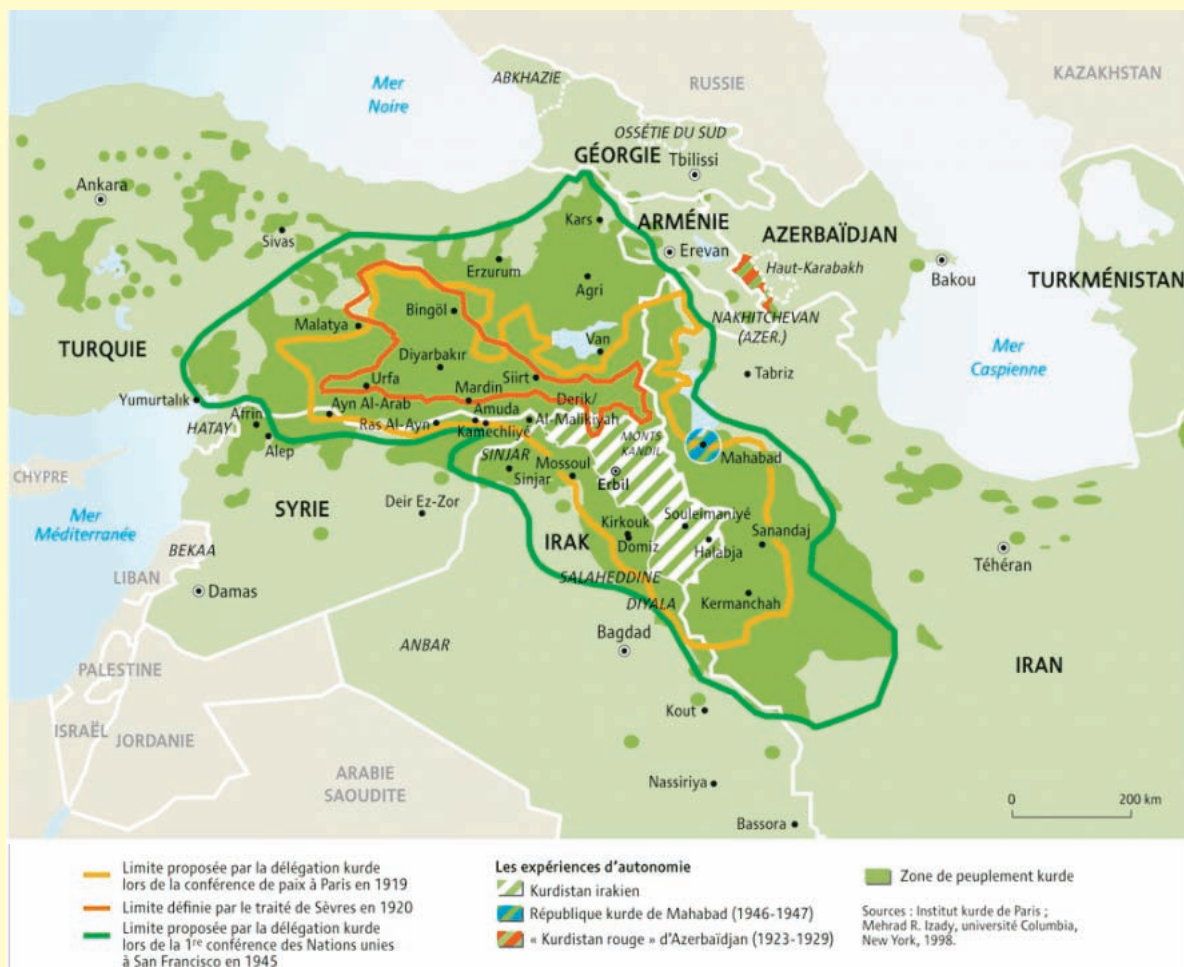


Solidarité avec le Kurdistan

Liberté pour Öcalan et les députéEs du HDP

« Semaine kurde » à Toulouse des 17, 18 et 19 janvier 2017

Le Kurdistan, lieu de passage des populations depuis des millénaires, est aussi un lieu d'accueil et de brassage des cultures. Il est le lien entre l'Occident et l'Orient. Le traité de Lausanne (1923) a divisé le Kurdistan en quatre entités étatiques (Turquie [Nord-Kurdistan], Iran [Est-Kurdistan], Irak [Sud-Kurdistan], Syrie [Ouest-Kurdistan ou Rojava]). Niés dans leur existence, sommés d'abdiquer leur identité, persécutés, les Kurdes résistent depuis bientôt un siècle et élaborent progressivement des réponses d'une grande modernité pour trouver une issue au conflit avec les quatre Etats-nations qui les oppriment et faire reconnaître leurs droits politiques et culturels sur la scène internationale.



La Charte du Rojava, fondée sur le principe du « confédéralisme démocratique », est le contrat social mis en place depuis janvier 2014 dans les trois cantons du Rojava (Djezire, Kobanê et Efrin) en Syrie. Elle intègre les valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes, elle se construit autour des comités locaux, elle prend en compte la diversité ethnique et religieuse. L'économie y est basée sur les coopératives, l'initiative des femmes.

Cette politique démocratique, laïque, féministe, autogestionnaire et internationaliste se prolonge au Nord-Kurdistan par une mobilisation populaire pour l'auto-gouvernement des communes et cantons du sud-est de la Turquie. Le gouvernement fasciste de l'Etat turc y répond par une répression et des massacres de masse sous prétexte d'« éradiquer » le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), classé dans la liste des organisations terroristes de la Turquie, des Etats-Unis et de l'Union européenne. Un contre-sens total de Obama, Juncker et Hollande, qui appuient Erdogan, le président de la Turquie, dont le parti, l'AKP, soutient Daech, alors que les forces armées du PKK sont en première ligne pour le combattre. Erdogan refuse de libérer son dirigeant historique, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis dix-sept ans, qui appelle à la reprise des pourparlers de paix. Erdogan harcèle les partis légaux défenseurs de la cause kurde : le HDP (Parti de l'Unité des Peuples), dont l'immunité parlementaire de 53 de ses 59 députéEs a été levée et dont 13, notamment Figen Yüksekdag et Selahattin Demirtaş, les deux co-présidents du HDP, viennent d'être jetés en prison ; le BDP (Parti de la Paix et de la Démocratie) dont 33 maires ont été destitués et certains arrêtés, tels Gültaş Kışanak et Firat Anlı, co-maires de Diyarbakir, capitale historique du Kurdistan. La porte-parole du KJA (Congrès des Femmes Libres), Ayla Akat Ata, ancienne députée, a été gravement blessée, à plusieurs reprises, à cause des violences policières,

elle a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat. Erdogan poursuit en justice les journalistes du Cumhuriyet qui ont révélé la collaboration des services secrets turcs avec Daech. Des écrivaines sont emprisonnées, telle Asli Erdogan, l'une des voix les plus importantes de la littérature turque contemporaine. Et, prenant prétexte de la tentative de coup d'Etat de juillet dernier, Erdogan et son gouvernement ont limogé ou fait licencier 110 000 fonctionnaires et travailleurs du privé, notamment des syndicalistes du DISK et du KESK qui n'ont rien à voir avec les putschistes.

Même politique d'Erdogan en Syrie, où, depuis août dernier, l'armée turque occupe une zone frontalière de 90 kilomètres de longueur, officiellement pour en chasser Daech, mais en fait bombarde les positions des Unités de Protection du Peuple (YPG) et des Femmes (YPJ) du Parti de l'Unité Démocratique (PYD), qui sont aux avant-postes de l'offensive des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) pour la libération de la ville de Rakka contrôlée par Daech.

Après la libération de Kobanê et de Shengal, la Résistance kurde, alliée aux forces démocratiques et révolutionnaires de Syrie et de Turquie, poursuit son combat pour se libérer de Daech et des dictatures sanglantes de Damas et Ankara. Elle tend la main aux peuples du Moyen-Orient et du monde pour construire un avenir de paix, de liberté et de démocratie sociale fondée sur l'égalité de toutes et de tous.

Le CSPK invite la population à répondre à son appel et à se mobiliser autant qu'il le faudra pour que l'ONU et tous les gouvernements du monde reconnaissent enfin le droit du peuple kurde à son autodétermination.

Erdogan assassin ! OTAN complice ! Stop aux massacres des Kurdes par l'Etat turc !
Reconnaissance internationale des cantons autonomes du Rojava !
Solidarité pour la reconstruction de Kobanê et le retour des réfugiés !
Fourniture à la Résistance du Rojava de l'armement adéquat qu'elle réclame pour se défendre !
Retrait du PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne !
Libération d'Öcalan et de toutes les prisonnières politiques kurdes en Turquie et en Europe !
Protection des députés et maires du HDP et du BDP
Solidarité syndicale avec les travailleurs et fonctionnaires licenciés ou limogés !

« Semaine kurde » à Toulouse, 17, 18 et 19 janvier 2017

- Mardi 17 janvier, à 19 heures, à la Maison de Quartier de Bagatelle, avec **Nursel Kiliç**, représentante du KJA (Congrès des Femmes Libres) en Europe, réunion publique sur la lutte des femmes du Rojava, animée par la Marche mondiale des Femmes Midi-Pyrénées.
- Mercredi 18 janvier, à 12 h 30, à l'université Jean-Jaurès (Mirail), amphi 9, et jeudi 19 janvier, dans l'après-midi, à l'Institut d'Etudes Politiques, avec **Yekbun Eksen**, représentant de l'Union des Etudiants Kurdes de France, réunions publiques sur les combats de la jeunesse kurde, animées par les organisations de jeunesse du CSPK.
- Mercredi 18 janvier, à 20 heures, à la Bourse du Travail, place Saint-Sernin, avec **Yekbun Eksen** et les représentants de la Maison Franco-Kurde et du CSPK, réunion d'information sur la solidarité militante et institutionnelle avec le Kurdistan.
- Jeudi 19 janvier, à 20 h 30, au Forum de la Renaissance (M° Basso-Cambo), avec **Faysal Sariyildiz**, député du Parti Démocratique des Peuples (HDP) de Turquie et **Pierre Barbancey**, grand reporter à *L'Humanité*, meeting de solidarité avec le Kurdistan, animé par la Maison Franco-Kurde Midi-Pyrénées.

Collectif de Solidarité avec le Peuple Kurde (Maison Franco-Kurde Midi-Pyrénées, Association Alevi Démocratique de Toulouse, AL, CGT 31, CSR 31, EELV Toulouse, Ensemble !, ETM 31, Front Populaire [Tunisie], FSU 31, Marche mondiale des Femmes Midi-Pyrénées, MJCF, comité 31 du Mouvement de la Paix, MRAP 31, NPA, PCF, PCOF, PG, PT Tunisie, Solidaires 31, UEC, UPK 81, UPT).
Contact : cspk.roj@gmail.com / Soutien financier : IBAN FR76 1780 7024 0255 4215 5474 085